



Tous en grève et dans les manifestations le 1^{er} octobre 2024

a rentrée 2024 est inédite. La crise démocratique et institutionnelle a franchi un nouveau cap avec la nomination de Michel Barnier.

A l'occasion des élections législatives, les électeurs ont très nettement indiqué leur rejet des politiques menées par le gouvernement sortant : modération salariale, réforme des retraites et de l'assurance chômage, retour de l'austérité budgétaire, abandon des services publics, mépris de la démocratie sociale...

Deux mois après l'issue de ces élections, il est inconcevable pour nos syndicats que les leçons de ce scrutin n'aient pas été tirées, qu'un gouvernement démissionnaire prépare de nouvelles coupes budgétaires et qu'un nouveau gouvernement n'ait toujours pas été installé.

Pendant ce temps, le quotidien de l'ensemble des salariés reste marqué par des salaires trop bas, un pouvoir d'achat en berne et des conditions de travail trop souvent difficiles.

La colère est immense notamment face à la situation des urgences et de l'hôpital public, au manque de moyens et d'effectifs dans les écoles.

Alors que le nouveau gouvernement n'est pas nommé, on nous annonce d'ores et déjà une nouvelle et violente politique de baisse des dépenses publiques dans le projet de loi de finances 2025.

La casse des services publics et les suppressions massives d'emplois de fonctionnaires, y compris à la DGFIP, vont donc s'amplifier ! En effet, une petite musique laisse déjà sous-entendre que le gage d'une pause dans les suppressions d'emplois à la DGFIP sera mis sous le tapis de la rigueur.

À l'opposé les vannes des exonérations fiscales et sociales pour les entreprises restent grandes ouvertes.

L'ampleur du déficit public actuel est surtout dû aux politiques fiscales des gouvernements Macron, qui n'ont eu de cesse de réduire les recettes !

Pour la CGT, Solidaires Finances Publiques et Force Ouvrière, il est urgent de faire de la fiscalité un véritable outil de répartition des richesses avec le rétablissement d'un impôt juste, progressif et redistributif. Il y a urgence à revaloriser l'ensemble des salaires et retraites. Il y a urgence à renforcer et développer les services publics !

Face à cette situation, les revendications sociales portées par des millions de citoyennes et citoyens doivent enfin être entendues.

La fragilité politique du gouvernement est un point d'appui pour gagner des avancées concrètes, pas question que nos salaires ne suivent pas les prix alors que les dividendes explosent !

Les sections CGT, Solidaires et Force Ouvrière Finances Publiques 35 s'adressent aux agents de la DRFiP 35 et les invitent à être massivement en grève et dans la rue le 1er octobre, à l'occasion de la journée unitaire interprofessionnelle du mardi 1^{er} octobre appelée par la CGT, l'Union syndicale Solidaires et la FSU pour exiger:

- **L'abrogation de la réforme des retraites ;**
- **L'augmentation du SMIC, des salaires, et du Point d'indice ;**
- **Le développement et le renforcement des services publics, dont celui de la DGFIP.**

HMI UNITAIRES	
CGR de Fougères	Mardi 17 septembre 2024 à 9h30
CFP de Fougères	Mardi 17 septembre 2024 à 11h
CFP de Vitré	Mardi 17 septembre 2024 à 14h30
SGC de Dol de Bretagne	Mercredi 18 septembre 2024 à 10 h
CFP de Saint-Malo	Mercredi 18 septembre 2024 à 14h15
SGC de Guichen	Jeudi 19 septembre 2024 à 9h30
CFP de Redon	Jeudi 19 septembre 2024 à 14 h
CER/CEA	Vendredi 20 septembre 2024 à 14 h
CFP de Rennes Magenta	Mardi 24 septembre 2024 à 10 h
CFP Turgot	Mardi 24 septembre 2024 à 10 h
CFP de Montfort sur Meu	Mardi 24 septembre 2024 à 10 h

Rennes, le 13/09/2024